

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 891^e
SÉANCE**

Vendredi 11 octobre 1963,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Discussion générale sur l'ensemble des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission (suite)</i>	75
<i>Organisation des travaux de la Commission</i>	78

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

**DISCUSSION GÉNÉRALE SUR L'ENSEMBLE DES
POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RENVOYÉS À
LA COMMISSION (suite)**

1. Selon M. LAATTO (Finlande), la légère amélioration de la situation des pays en voie de développement n'est que temporaire. Les tendances à long terme des prix des matières premières et l'extrême lenteur de l'accroissement des exportations continuent à compromettre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Il faut donc explorer d'urgence toutes les mesures propres à atténuer les difficultés des pays en voie de développement. Au XIX^e siècle, l'expansion du commerce international a engendré un accroissement rapide de la demande de produits primaires. Pourtant, au cours des 20 ou 30 dernières années, l'augmentation du commerce international, en valeur et en volume, n'a pas entraîné une expansion suffisante dans les pays en voie de développement.

2. Dans les pays industrialisés, le stade de développement actuel est le résultat d'une modification continue de la structure de production, qui implique une diminution de l'importance relative de la production faisant essentiellement appel à la main-d'œuvre intensive et une augmentation de la production dans laquelle le facteur capital joue un rôle prépondérant. L'une des caractéristiques les plus intéressantes de cette tendance est le rapide progrès que l'on enregistre du point de vue des "économies d'utilisation" de matières premières et de la production de matières synthétiques. L'emploi intensif de capitaux s'accompagne généralement d'économies d'échelle qui, à leur tour, permettent la baisse des prix. Il s'ensuit qu'un nombre croissant de matières premières produites par les pays en voie de développement doivent faire face à la concurrence des produits de remplacement synthétiques obtenus par une utilisation intensive du capital. C'est là sans aucun doute une cause importante des difficultés que rencontrent ces pays.

3. La théorie de la croissance économique nationale est encore toute récente, et celle de la croissance économique internationale est pratiquement inexistante. C'est pourquoi les connaissances que l'on a de l'essence même du développement restent assez limitées. Comme le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, M. de Seynes, l'a fait obser-

ver dans sa déclaration (881^e séance), l'intensification des recherches conduirait à une meilleure compréhension du développement économique.

4. Le rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale (A/5503) montre clairement que des mesures importantes ont été prises au cours de l'année écoulée en vue de favoriser la coopération économique internationale. La décision de réunir la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est certainement très significative. Les résultats des travaux préliminaires fourniront sans aucun doute une bonne base pour l'examen des problèmes du commerce et du développement à la Conférence elle-même. Le Gouvernement finlandais attache une importance particulière aux négociations du GATT qui commenceront en mai 1964. Les efforts parallèlement déployés à la Conférence et dans le cadre des négociations Kennedy devraient permettre d'aboutir à des solutions concrètes.

5. Il faut se féliciter des progrès importants qui ont été réalisés dans les activités d'assistance technique et que traduisent incontestablement le nombre accru de projets entrepris, ainsi que l'augmentation des ressources disponibles. Une plus grande coordination entre les divers programmes d'assistance technique est toutefois nécessaire, et le Gouvernement finlandais attend avec intérêt le rapport définitif du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil pour coordonner les activités d'assistance technique, qui sera terminé en 1964.

6. Bien que son revenu national par habitant dépasse 1 000 dollars, la Finlande se heurte à certains des problèmes auxquels ont à faire face un nombre croissant de pays relativement très industrialisés, et qui ne sont pas entièrement dissemblables des problèmes qui se posent aux pays en voie de développement. Par exemple, ses ressources traditionnelles en bois de construction ne suffiront bientôt plus à assurer une augmentation régulière de la production. Si la Finlande veut éviter que la croissance ne soit ralentie par des recettes d'exportation insuffisantes et des difficultés de balance des paiements, il lui faut augmenter sa production, en particulier dans le secteur des industries mécaniques. Toutefois, le marché intérieur, correspondant à une population de 4 500 000 habitants seulement, est bien trop réduit pour permettre d'établir sur une grande échelle de nouvelles industries utilisant essentiellement du capital et qui fonctionnent avec le maximum d'efficacité. Le seul espoir est d'accroître les exportations. Mais dans ce domaine, la Finlande entre en concurrence avec les pays industrialisés depuis longtemps. Une augmentation de la production destinée au marché intérieur pourrait facilement aboutir à la surproduction par suite d'un manque de concurrence.

7. Ainsi se trouve posée la question de la planification à long terme. A cet égard, la délégation finlandaise a également noté avec satisfaction l'importance

accordée par M. de Seynes à la "politique des revenus". La Finlande, qui n'ignore pas la complexité de la planification nationale, a de bonnes raisons d'être reconnaissante aux organes des Nations Unies de leurs très utiles travaux en la matière. Les Nations Unies se sont montrées conscientes de ces problèmes et résolues à ne pas se laisser paralyser par l'ampleur de la tâche.

8. M. LOUTOU (Niger) fait observer que les travaux de la Commission ont une importance toute particulière pour les pays sous-développés, dont le sien. A l'actif de la Commission, il faut inscrire la Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'un certain nombre de résolutions importantes de l'Assemblée générale, dont certaines sont mises en œuvre grâce aux louables efforts des institutions spécialisées. Des mesures positives ont été prises pour améliorer le climat de la coopération économique internationale, depuis la fin de la dix-septième session; par exemple, les prix des produits primaires ont augmenté et le Fonds spécial s'occupe maintenant de 327 projets d'assistance intéressant une certaine de pays.

9. Le Niger tient à remercier les pays et les organisations internationales qui lui ont accordé une aide sur le plan bilatéral ou multilatéral. Il reste toutefois convaincu que l'assistance, si grande soit-elle, n'est d'aucune utilité pour un pays qui ne fait rien pour son propre développement. Le premier indice de l'effort que fait lui-même un pays en voie de développement est la mise au point d'un programme d'action cohérent. C'est pourquoi le Niger a précisé ses objectifs nationaux et leur ordre de priorité dans un plan intérimaire pour les années 1961 à 1963, qui vise à assurer un taux de croissance annuelle de 5 p. 100 environ, ainsi qu'à favoriser la productivité agricole et l'enseignement. Une large place a été faite à l'amélioration du réseau d'achat et de distribution des biens de consommation et, à cet égard, le Niger a créé un grand nombre d'entreprises d'économie mixte pour garantir aux consommateurs des prix équitables. On aurait tort de voir dans la constitution de ces entreprises une menace au secteur et aux capitaux privés, auxquels le maximum de garanties est offert par le code d'investissement et le code pétrolier. Le Niger fait également de grands efforts pour harmoniser son développement avec celui de la région géographique à laquelle il appartient, et ces efforts, qui sont en plein accord avec les objectifs de l'Organisation des Nations Unies, ont été reconnus par l'Organisation de l'unité africaine, dont la première conférence économique se tiendra prochainement à Niamey.

10. Le programme du Niger, bien qu'apparemment modeste, est très lourd par rapport aux moyens dont dispose le pays auquel l'aide internationale reste par conséquent nécessaire. Sans méconnaître la valeur de l'aide déjà reçue, le Niger est convaincu que l'on pourrait accroître les ressources fournies aux nations prolétaires sans nuire aux nations privilégiées. Aucun pays ne consacre encore 1 p. 100 de son revenu national à l'aide multilatérale, alors que les dépenses militaires mondiales dépassent les deux tiers du revenu total des pays en voie de développement. Par ailleurs, les pays sous-développés doivent souvent remplir des formalités compliquées qui retardent l'octroi effectif de l'aide, au point que, lorsqu'elle est finalement accordée, cette aide est déjà insuffisante pour faire face aux besoins qui se sont accrus dans l'intervalle. Seuls les plus avancés des pays

en voie de développement sont à même de s'acquitter de ces formalités. La délégation du Niger espère donc que les organisations internationales et les organismes nationaux amélioreront les mécanismes existants pour l'octroi de l'aide. A cet égard, M. Loutou accueille avec satisfaction le projet de création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies, qui assurera aux pays qui en ont le plus besoin les services d'experts connaissant intimement les rouages des organisations internationales.

11. La délégation du Niger a été encouragée par la déclaration du représentant des Etats-Unis, selon laquelle les pays développés ne souhaitent pas que les pays sous-développés restent les "corvéables", et elle espère que cette déclaration reflète un désir de voir les pays en voie de développement devenir des partenaires commerciaux égaux, capables d'exercer la même influence sur le commerce mondial.

12. On a beaucoup parlé de la stabilisation des prix des produits primaires, mais un réajustement doit précéder toute stabilisation, car les prix à garantir doivent être équitables. Un autre pas dans la voie d'une coopération économique équitable serait une judicieuse division internationale du travail. Aujourd'hui, beaucoup de pays industrialisés commencent à produire eux-mêmes des biens qu'ils achetaient jusqu'à présent aux pays sous-développés ou des produits destinés à remplacer les importations. Ces mesures soumettent les pays sous-développés à une pression intolérable, car elles leur ferment les marchés mondiaux et suppriment toutes possibilités d'expansion. En outre, on encourage les pays en voie de développement à s'industrialiser, mais on ne fait rien pour reconvertir les industries qui n'exigent pas une haute technicité. Si la coopération économique doit avoir un sens véritable dans l'avenir, les pays techniquement avancés doivent abandonner la production d'articles simples aux nouveaux pays et se spécialiser dans les productions exigeant une technicité plus poussée.

13. Toute assistance implique certaines obligations; c'est pourquoi, selon le Niger, l'aide la plus efficace est celle qui tend à se rendre inutile, quand bien même cet objectif peut sembler parfois incompatible avec les mobiles dont procèdent certaines formes d'assistance, surtout bilatérale.

14. M. AYARI (Tunisie) déclare que la question du commerce international devient de plus en plus urgente à mesure qu'approche la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et que se désorganisent les structures existantes des échanges internationaux. Les problèmes du commerce international doivent toujours être envisagés dans le cadre d'une économie internationale caractérisée par des rapports d'interdépendance de plus en plus étroits et soumise à un processus de développement accéléré et irréversible. Le fait que les représentants des pays en voie de développement expriment une grande inquiétude au sujet des structures du commerce international actuel prouve amplement qu'un ordre commercial international satisfaisant ou optimum ne s'accommode plus d'une division ricardienne du travail et que le commerce international n'est plus seulement une affaire d'échanges équilibrés entre les grandes nations industrialisées, même si l'on continue parfois à penser que les nations industrialisées de l'Occident à monnaies convertibles sont les seules maîtresses de l'ordre monétaire international.

15. Ni la planification centralisée ni le mécanisme des prix dans les pays à économie de marché ne peuvent continuer à reléguer le commerce international à l'arrière-plan. Les économistes de l'école libérale conservatrice imputent la crise commerciale et économique que traverse le monde occidental à l'affaiblissement du rôle régulateur du marché et de l'entreprise privée, de la petite entreprise notamment, auxquels se substitue de plus en plus une économie administrée et planifiée, ainsi qu'au remplacement de la discipline de l'étalon or et du système des points d'or par le système actuel de l'étalon change or. En d'autres termes, une demande planifiée remplace la demande libre du consommateur. En dépit de ce diagnostic, le rôle de l'Etat et des autorités monétaires dans la vie économique s'accroît dans les pays industrialisés occidentaux, qui s'engagent plus fermement dans la voie du keynesianisme et d'une politique monétaire et financière nationalement administrée et internationalement concertée. Pour des raisons historiques, l'Europe occidentale et les Etats-Unis ont perdu beaucoup de leur confiance dans la doctrine du libre-échange. De plus, l'économie des pays occidentaux doit faire face aux nécessités de la croissance interne et de la coopération internationale dans les domaines économiques et sociaux. Pour ces pays, le commerce international devient un moyen de faire face à ces impératifs et de contribuer à l'établissement d'un nouveau type de relations économiques, qui est non mercantiliste et non ricardien en ce sens qu'il assure la croissance et le bien-être de tous les pays coéchangistes. Malheureusement, cette deuxième fonction du commerce international n'est pas toujours parfaitement remplie. Les mouvements d'intégration économique régionale entre certains pays d'Europe occidentale sont accompagnés de mesures protectionnistes qui éveillent à juste titre les appréhensions d'autres pays, et notamment des pays en voie de développement.

16. La libéralisation des échanges et la convertibilité des monnaies en Europe avaient atteint, en 1958, dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) et de l'Union européenne des paiements (UEP), un degré tel qu'on en avait tiré la conclusion par trop optimiste que l'Europe occidentale était prête pour une nouvelle ère de libre-échange. Toutefois, pour permettre aux économies européennes de se développer à un rythme croissant, un cadre politique et économique moins diffus que l'OECE était indispensable. Avec l'UEP, l'OECE avait dans une certaine mesure reconstruit l'infrastructure de la prospérité européenne; la phase suivante était la construction de l'Europe sur cette infrastructure. C'est là l'objectif du Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome en 1957, conséquence logique de la situation existante. Bien que le traité de Rome ait fait plusieurs concessions aux pays tiers, la prospère Communauté économique européenne devrait aider encore davantage les pays tiers en voie de développement, en leur ouvrant ses marchés et en assurant à leurs exportations les meilleurs prix. Ce faisant, la Communauté pourrait devenir un puissant stimulant de la croissance économique des pays en voie de développement et favoriser une meilleure coopération internationale. La négociation et la bonne volonté permettront de déterminer les moyens d'atteindre ce but, et ce sera là l'une des préoccupations majeures de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

17. L'importance croissante du commerce extérieur pour les pays à planification centralisée, loin de représenter une faillite de cette planification centralisée, est au contraire un signe de la croissance économique des pays socialistes. Le commerce extérieur doit jouer un rôle dynamique dans les économies en pleine croissance des pays membres du Conseil d'entraide économique (COMECON), qui sont à la recherche d'une nouvelle division internationale du travail et d'une meilleure coordination. Pour ces pays, le commerce extérieur sera une source appréciable d'approvisionnement en biens stratégiques. Il permettra aux planificateurs socialistes d'opérer une meilleure répartition intersectorielle des facteurs de production nationaux et importés. Cette répartition est nécessaire à une accélération de la croissance économique, qui augmentera la capacité d'importation des pays socialistes et, partant, leurs importations en provenance des pays en voie de développement. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait examiner l'important problème de la corrélation entre la croissance économique des pays socialistes et leur capacité d'importer des biens en provenance de tous les pays, et notamment des pays en voie de développement.

18. Les problèmes des échanges entre les différents pays sont donc interdépendants et le commerce extérieur est un élément dynamique de l'essor économique, notamment des pays en voie de développement. Pendant les cinq siècles de la colonisation du monde par les grandes puissances européennes, le commerce mondial a toujours été fondé sur la notion classique de la division internationale du travail et a été exclusivement une affaire d'échanges entre métropoles. L'indépendance politique des anciennes colonies a posé un nouveau problème dans le domaine des relations économiques et commerciales internationales. Le développement économique et social des pays en voie de développement fait partie intégrante de ces relations, et le commerce extérieur de ces pays fait partie intégrante de l'ordre commercial international. Pour réaliser l'intégration au bénéfice de tous, il faut substituer au concept des conflits d'intérêts nationaux et régionaux celui de l'interdépendance des différents pays du point de vue de la croissance.

19. L'interdépendance des problèmes du commerce international est rarement mise en relief; on lui substitue souvent une image faussée et déformée selon laquelle les pays en voie de développement ne peuvent prétendre qu'à des dons, tout relèvement des prix de leurs produits d'exportation ne pouvant être qu'un don déguisé pour lequel les pays industrialisés importateurs ne reçoivent aucune compensation. Cette conception ne tient pas compte de l'interdépendance de la croissance économique des pays en voie de développement et de celle des pays industrialisés. Il importe que ceux qui détiennent les pouvoirs dans les pays industrialisés aient constamment présente à l'esprit cette interdépendance et voient au-delà des besoins à court terme de l'équilibre de leur balance commerciale et de l'accumulation de réserves de devises. On a souvent prétendu que les pays occidentaux ne peuvent pas accroître leur consommation des produits qu'exportent les pays en voie de développement. Aussitôt qu'un de ces pays est en mesure de produire et d'exporter à des conditions concurrentielles, les pays industriels ferment leurs frontières de peur que ces produits importés ne provoquent une dislocation de leurs propres marchés. Cette attitude est une conséquence logique de l'at-

tachement tenace à la loi des avantages comparés et à la division ricardienne du travail.

20. Il serait nécessaire de revoir entièrement les bases mêmes de la division internationale du travail. La notion des coûts de production comparés est trop fondamentale pour être simplement rejetée. Mais elle prend une toute autre signification lorsque au postulat classique de l'immobilité des facteurs de production et de la richesse naturelle différentielle des pays on substitue la possibilité d'un transfert des ressources humaines, financières et techniques des pays riches aux pays en voie de développement. Les conditions de ce transfert ne peuvent plus être commerciales et doivent être définies dans le cadre d'une politique internationale concertée. Tel a été l'objet fondamental de la récente Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. En d'autres termes, il convient de procéder à une redistribution internationale des moyens de production, afin d'aider les pays en voie de développement à s'industrialiser d'une manière qui soit économiquement et socialement rentable à long terme. Une telle division du travail devra être opérée entre des groupes de nations, au sein desquels il conviendrait tout d'abord de procéder à une répartition optimum des facteurs de production entre les secteurs économiques. C'est pourquoi l'intégration régionale devient une condition de la nouvelle division internationale du travail; elle permettra de dégager la nature particulière des problèmes économiques et sociaux des membres du groupement régional et de mettre au point les solutions appropriées. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait examiner le problème de l'intégration régionale sous cet angle.

21. La nouvelle division internationale du travail, dans laquelle le protectionnisme ne sera plus qu'un phénomène éphémère, deviendra un moyen de stimuler les exportations de toutes les nations. L'ordre monétaire international sera mieux adapté aux conditions nouvelles des échanges internationaux; des solutions internationalement concertées pourront être apportées aux problèmes économiques majeurs tels que la convertibilité, la transférabilité et les réserves de devises. Le financement du commerce international ne sera plus conçu comme un transfert unilatéral de capitaux des pays développés aux pays en voie de développement, mais comme un catalyseur de la croissance de tous les pays participant aux échanges internationaux. Ainsi conçu, le commerce international renforcera la solidarité internationale et jettera les bases de la prospérité pour tous.

Organisation des travaux de la Commission

22. Le PRESIDENT propose de fixer comme suit les dates limites pour le dépôt des projets de résolution: le 18 novembre pour les projets de résolution sur le commerce; le 25 octobre pour les projets de résolution relatifs aux points 12 (à l'exception du chapitre VIII du rapport du Conseil économique et social), 33, 35, 39 et 76 de l'ordre du jour; le 1er novembre pour les projets de résolution intéressant le point 34; le 8 novembre pour les projets de résolution sur les points 12 (chapitre VIII du rapport du Conseil), 36 et 37 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 5.